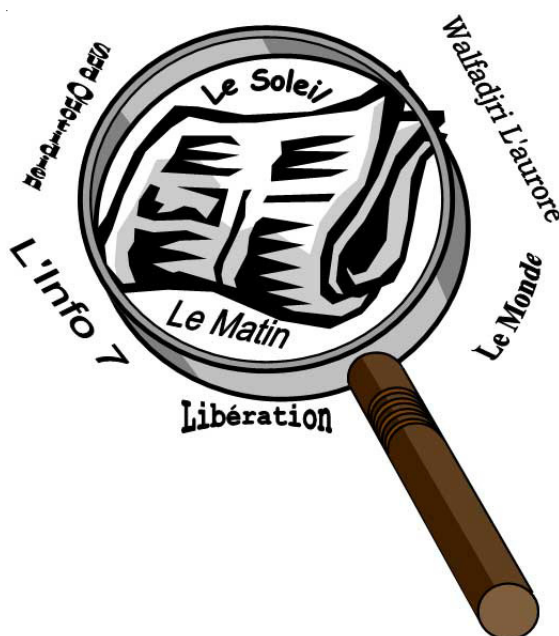


REVUE DE PRESSE

Grande offensive agricole pour la nourriture et
l'abondance

« GOANA »



Hors-série n°25 ter
Mai 2008

SOMMAIRE

GOANA

33 villages de Kabendou s'engagent derrière M^e Wade-----3

GOANA

Les femmes de la vallée demandent à être impliquées-----3

Grande Offensive Agricole pour la Norriture et l'Abondance (GOANA)

Podor s'engage et veut être la locomotive-----4

Sénégal-économie-autosuffisance alimentaire

La Goana ne diminuera pas la pauvreté, selon le sociologue rural Jacques Faye-----4

Solution à la crise alimentaire mondiale

Macky Sall vend la Goana aux parlementaires francophones-----5

Agriculture - En conférence à l'Endss

La Goana va conduire à une révolte paysanne, prédit Jacques Faye-----6

Agriculture

Un pôle semencier de 20.000 ha prévu dans la vallée -----7

Retour sur l'interview de M^e WADE

La Goana en questions...concrètes-----7

GOANA- Engagements multiformes

Les opérateurs économiques soutiennent l'initiative présidentielle-----8

Sédhiou

La Goana comme panacée-----9

Croissance économique, recettes fiscales, Goana

Les vérités du Conseil national du patronat sur le Sénégal de 2008-----11

Mise en oeuvre de la GOANA

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires de

Saint-Louis apporte sa contribution-----12

La Fao va fournir des semences pour la Goana, selon un technicien-----12

Paradoxe - Mobilisation autour de la Goana

Et si le «laboureur» Wade commençait par son verger-----13



Le Matin - 13.05.2008

GOANA

33 villages de Kabendou s'engagent derrière M^e Wade

«*La population de Kabendou et les 33 villages qui le polarisent s'engagent à s'approprier ce vaste programme, la Goana pour mettre en application les vœux du chef de l'Etat M^e Abdoulaye Wade, la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le Sénégal.*» Cette déclaration est du porte-parole du collectif des 33 chefs de village du « *Gadda wendu* » (traduisez en pular de l'autre côté du marigot) réunis ce week-end à Kabendou, localité située à 35 Km de la commune de Vélingara.

Toujours dans leur déclaration, les chefs de village ont manifesté leur volonté et engagement à relever tous les défis du développement rural, plus particulièrement du bassin de l'Anambé conformément aux directives du président de la République. C'est pourquoi, dira Kandioutra Diaby, porte-parole du jour que «*l'heure n'est plus aux discours mais plutôt de s'engager dans cette voie pour doter la communauté rurale de Kounkané de nourriture en abondance en exploitant tout le potentiel dont regorge le département de Vélingara en matière d'infrastructures agricoles : 5000 ha de terres emblavées dans le bassin avec maîtrise de l'eau ; deux barrages d'une capacité de stockage de 150 millions de mètres cubes d'eau et en moyenne de 1 300 mm d'eau de pluie par an*». Donc «*il suffit d'un petit peu coup de pouce de la part de l'Etat pour réussir ce challenge* » a dit M. Diaby.

Par ailleurs, les différents intervenants au cours de cette grande manifestation qualifiée d'historique qui a mobilisé et dans l'unité plusieurs centaines de personnes ont salué et remercié le chef de l'Etat sur le choix porté sur le village historique, carrefour très dynamique sur le plan économique. Ce village composé à majorité de Diahanké et d'une minorité de Jadd et peuls, est le principal pourvoyeur de toutes les régions du Sénégal en pâte d'arachide et en soumbra à cause de sa proximité avec le marché de Diaobé. Il est également témoin de la glorieuse histoire du Gabbu. C'est pourquoi, diront-ils en chœur : «*Kabendou est le lieu indiqué aujourd'hui pour abriter la future communauté rurale suite au nouveau découpage administratif qui a érigé Sédhiou, Kédougou et Kaffrine en régions.*»

Article de : Alpha YAFFA (correspondant à Vélingara)

Walfadjri l'Aurore - 13.05.2008

GOANA

Les femmes de la vallée demandent à être impliquées

Pour apporter leur contribution à la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance dont l'objectif principal est d'assurer l'autosuffisance alimentaire, l'Union des femmes de la vallée pour l'entraide et le développement a décidé de s'impliquer. En sus de la mise à leur disposition des terres arables, elles demandent d'accéder au crédit avec un encadrement rapproché des ingénieurs agronomes. Si ces conditions sont remplies, ces femmes rurales sont formelles elles peuvent booster la production et permettre l'atteinte de l'autosuffisance.

Correspondance - Face à la crise alimentaire, la seule alternative crédible demeure l'autosuffisance céréalière. Et cette dernière peut être atteinte dans un proche avenir à travers la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana). C'est en tout cas la conviction des femmes regroupées au sein de l'union de la vallée pour l'entraide et le développement. Pour sa présidente Oumou Salamata Tall, en sus d'une mise à leur disposition de terres arables, avec un encadrement rapproché d'ingénieurs agronomes qui est plus que nécessaire, elles peuvent bel et bien booster la production et répondre aux objectifs fixés par M^e Wade.

Toutefois, malgré leur volonté, ces femmes soulignent qu'elles manquent injustement de financements pour jouer pleinement leur rôle de femmes dans la société sénégalaise. Et pour mieux répondre à la réussite de cette grande offensive agricole initiée par le président Wade, selon Oumou Salamata Tall, la seule alternative est leur accès aux instances de décision. Seule condition pour pouvoir prendre en charge le développement de leur contrée, elles exigent, également, d'être soutenues notamment dans la formation pour le renforcement des capacités. L'Union des femmes de la vallée pour l'entraide et le développement s'offusque, en effet, de sa relégation au second plan. Dès lors, pour réussir leur mission, ses membres exigent leur association dans tous les combats. Forte de plus de cinq cents membres, l'association a réaffirmé sa ferme détermination à accompagner le programme présidentiel pour l'autosuffisance alimentaire.

Lequel, à les en croire, reste du domaine du possible pour peu que les actrices du développement à la base que sont les femmes rurales soient mises dans des conditions idoines d'exercice d'activités agricoles. Tout en saluant les efforts consentis par le ministre de la Femme Awa Ndiaye - qui a octroyé plusieurs décortiqueuses, moulins à mil des motopompes en vue d'améliorer les conditions de vie des sœurs dans les

campagnes - elles se disent en phase avec le grand prix offert par leur ministre à l'endroit du président Wade qui est un grand défenseur de la cause féminine. Pour ces femmes de la vallée, il est temps qu'on les implique dans les grandes activités de production et la Goana en constitue une opportunité. Elles soutiennent qu'elles ne demandent qu'à être impliquées et soutes pour donner la preuve de leur engagement au service de leurs collectivités respectives.

Article de : Abou KANE

Le Matin - 15.05.2008

Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA)

Podor s'engage et veut être la locomotive

Les paysans du vaste département de Podor ont montré toute leur détermination et leur engagement à , accompagner le programme Goana initié par le Chef de l'Etat Me Abdoulaye Wade. Ils l'ont fait savoir à l'issue d'un Cdd tenu à la préfecture. Ils veulent cependant qu'on procède à l'état des lieux des différents plans agricoles.

La préfecture de Podor était très étroite pour contenir toutes les autorités administratives, les élus locaux, les représentants de groupements de jeunes et de femmes et surtout les paysans. Une forte mobilisation a été notée. Les Podorois comptent accompagner la Grande Offensive Agricole pour une Nourriture en Abondance (Goana). *«La Grande Offensive Agricole pour une Nourriture en Abondance»* lancée par le président Abdoulaye Wade vient à son heure et se trouve être la seule alternative capable d'accélérer le développement économique et social du Sénégal a déclaré le député libéral Moussa Sow. Le président de la commission de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Équipement et des Transports de préciser que *«toutes les nations développées se sont appuyées sur un socle solide que constitue le secteur primaire qu'il a fallu maîtriser et élever à des niveaux qui dans la plupart des cas ont financé les autres secteurs de l'économie»*. En tout cas, force est de dire que toutes les réflexions engagées sur le développement de la Vallée, sur le *«Dandé Mayo»* à Matam, l'île à Morphil à Podor, le Delta à Dagana convergent vers une conclusion, à savoir a capacité de la Vallée à nourrir le Sénégal et la nécessité de mettre en place un programme spécial confié à une institution spécialisée. Pour les paysans, Podor possède les meilleurs atouts pour être la locomotive pour mener à bien le projet de Me Wade. *«Notre département avec 60 % des terres du delta de la Vallée (140 000 ha sur 240 000 ha disponibles) avec environ 400 000 têtes de bétail, le plaçant*

ainsi comme le premier département au Sénégal avec ses capacités hydriques (fleuve, défluent, grandes mares), la fertilité de ses sols constitue un véritable pôle de développement pour le présent et pour le futur. Nous sommes disposés à atteindre et dépasser les vœux du Chef de l'Etat pour une nourriture abondante et excédentaire» a soutenu Abdou Bâ de Galoya.

Par contre, les paysans pensent qu'il serait normal de faire la présentation de façon exhaustive, les capacités théoriques du département dans le cadre de la mise en oeuvre du programme Goana. Selon eux, il faut aussi faire l'état des lieux permettant par la même occasion l'évaluer les projets et les programmes initiés depuis 2000 pour connaître les aspects positifs et négatifs. Dans ce sillage, moussa Sow embouche la même trompette en signalant que le programme hydraulique de plus de 500 forages à réaliser à partir de 2008 par le gouvernement doit mettre l'accent sur Podor qui est frappé par une très forte transhumance. Selon lui, la modernisation de l'élevage ne doit pas être une affaire de nantis mais populaire. Cette importante rencontre sur la Goana a aussi vu la participation des députés, en plus de Moussa Sow, Astelle Sall, Issaga Ly et la sénatrice Henriette Négry, les sous-préfets, Pcr entre autres. Les interventions des élus locaux ont été hautement appréciées par l'assistance qui demande à ce que leurs doléances soient défendues au sein de l'hémicycle

Article de : Mamadou SY (correspondant à Saint-Louis)

Le Matin - 16.05.2008

Sénégal-économie-autosuffisance alimentaire

La Goana ne diminuera pas la pauvreté, selon le sociologue rural Jacques Faye

NETTALI - Jacques Faye, sociologue rural dont l'avis compte dans le secteur de l'agriculture, estime irréaliste l'objectif de 500 000 tonnes de riz fixé par la Goana du président Wade. Mieux, il trouve qu'il n'y a pas convergence entre autosuffisance en riz et lutte contre la pauvreté, puisque les plus pauvres ne sont pas ceux qui peuvent cultiver cette céréale. Selon Jacques Faye, il faut plus de temps pour lever les contraintes qui empêchent la mise en valeur de la totalité des 100 000 tic aménagés dans la vallée, rapporte Sud Fm.

«J'ai toujours dit à ceux qui ont mis l'accent sur l'autosuffisance alimentaire à partir de riz et en concentrant les moyens disponibles sur cet objectif de production, d'augmentation de la production de riz, qu'à terme cela va se traduire par un accroissement de la pauvreté. Parce qu'il n'y a pas convergence entre autosuffisance en riz et lutte contre la pauvreté ; au contraire, il y a des con-

traditions », campe d'emblée le sociologue rural. Jacques Faye d'étayer son argumentaire en soutenant que les pauvres ne sont pas dans les zones où l'on produit du riz. « *Les pauvres sont en majorité dans les zones d'agriculture pluviale, avec des contraintes tellement fortes qu'ils ne peuvent pas augmenter du jour au lendemain leurs productions en mil, en céréales etc.* », dit-il, s'inscrivant à contre-courant de la Goana, défendue par M^e Wade.

A l'en croire, « *il semble que la meilleure façon d'aider dans le court terme à faire face à cette crise alimentaire, c'est de les appuyer pour augmenter leur production d'arachide, leur production de coton etc.* » Pour Jacques Faye, les choses sont beaucoup plus complexes qu'on ne le dit et l'on ne peut pas réaliser l'objectif de 500 000 tonnes de riz fixe par la Goana. « *On ne peut pas le réaliser, tout le monde sait qu'on ne pourra pas le réaliser. On n'a pas les surfaces aménagées disponibles pour faire 500 000 tonnes d'ici à la contre-saison chaude* », martèle-t-il A propos des 240 000 ha disponibles dans la vallée du fleuve Sénégal et des actions de réaménagement et de réfection faites, le sociologue rural reste interrogatif. « *On a à peu près 100 000 ha qui ont été aménagés dans la vallée, les gens cultivent à peu près un peu moins de 40 000 ha, il y a des raisons objectives qui font que les 60 000 ha restant n'ont pas été cultivés. Est-ce qu'on a analysé ces raisons pour voir qu'est-ce qu'on peut faire pour le débloquent ?* », se demande-t-il.

Puis de répondre : « *Mais j'ai une idée sur la question. Je sais qu'on ne peut pas résoudre ces contraintes en une année. Il faut beaucoup plus de temps pour résoudre ces contraintes et faire en sorte qu'au moins les 100 000 ha aménagés puissent être mis en valeur* ».

Article de : NETTALI

Sud Quotidien - 16.05.2008

Solution à la crise alimentaire mondiale

Macky Sall vend la Goana aux parlementaires francophones

La promotion de la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana) a entamé l'étape internationale. Intervenant dans le cadre de la seizième Assemblée régionale Afrique qui s'est tenu du 14 au 16 mai 2008 à Antananarivo (Madagascar), le président de l'hémicycle, Macky Sall a proposé ce programme à l'Assemblée parlementaire de la francophonie comme réponse à moyens et long terme.

Le président de l'Assemblée nationale a présenté la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'ali-

mentation (Goana) à l'Assemblée parlementaire de la francophonie comme une réponse à moyen et long termes. Dans une communication présentée lors de la 16ème Assemblée régionale Afrique tenue à Antananarivo (Madagascar) les 15 et 16 mai 2008 et dont copie nous est parvenue, Macky Sall a affirmé que le retour vers l'agriculture avec l'aide des partenaires et l'aménagement des zones de bassins devraient permettre à l'Afrique de sortir de sa dépendance alimentaire.

C'est ainsi qu'il a fait savoir à ses collègues parlementaires que « *le Sénégal vient de placer grâce à l'ambition et à l'audace du président Abdoulaye Wade, une Grande offensive pour la nourriture et l'alimentaire* ». Avant de leur faire savoir que cette offensive vise des objectifs de production à moyen terme de 3 millions de tonnes de maïs, 2 millions de tonnes de manioc, 0,5 millions de tonnes de riz entre autres.

A l'Assemblée parlementaire de la francophonie, Macky Sall avance que le coût de ce plan est évalué à environ 360 milliards de F Cfa, soit environ 815 millions de dollars Us, sur un horizon de 3 à 5 ans. Selon lui, il s'agit de développer dans le cadre des politiques nationales, des stratégies innovantes et ambitieuses de développement agricole devant permettre des réponses structurelles durables avec comme objectifs à moyen et long terme l'autosuffisance et la sécurité alimentaire.

Le président de l'Assemblée nationale a rappelé le devoir des pays africains à ensemble apporter des solutions durables à la crise alimentaires et la cherté de la vie. En plus des solutions sus citées, Macky Sall a rappelé les solutions à court terme relatives à une aide alimentaire d'urgence sous le contrôle du Programme alimentaire mondiale (Pam) pour un coût d'environ 600 millions d'euros pour environ 80 millions de personnes dans le monde.

A cela s'ajoutent la levée des imperfections du marché et stopper les forces spéculatives, et l'interdiction d'exportations de céréales de la part de certains pays producteurs asiatiques notamment. Pour lui, les pays doivent prendre des mesures d'accompagnement pour la présente campagne agricole 2008-2009 pour les intrants (semence, engrais, matériels agricoles).

Article de : Bakary DABO

Le Quotidien - 19.05.2008

Agriculture - En conférence à l'Endss

La Goana va conduire à une révolte paysanne, prédit Jacques Faye

En prélevant 1 000 ha de terre dans chaque communauté rurale, la Goana risque de spolier les paysans. Ces derniers, selon Jacques Faye, ancien directeur de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra) ne vont pas se laisser faire. La révolte couve alors dans le monde rural

La conférence publique, organisée ce week-end par le Club Emergence citoyenne, du mouvement Tekki à l'Ecole nationale de développement social et sanitaire (Endess), lui a servi de tribune. Et son réquisitoire contre la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana), lancée par le chef de l'Etat, n'a pas été tendre. Jacques Faye, ancien directeur de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra), co-animateur de la rencontre avec Mamadou Dansokho, professeur d'Economie à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), dit à qui veut l'entendre que le modèle, tel qu'il est proposé par Me Abdoulaye Wade, est parti pour être un fiasco. Le chercheur a voulu aller plus loin que ce qu'il a déjà dit sur la question. Raison pour laquelle il a axé son intervention autour du «*modèle de développement que nos dirigeants nous proposent*».

Selon Jacques Faye, ce modèle signifie que «*nos paysans sont archaïques, rudimentaires et incapables de moderniser l'agriculture, d'améliorer leur productivité, d'être compétitifs. Alors, on va transférer des gens, qui ont des ressources financières, des villes vers les campagnes pour qu'ils deviennent des entrepreneurs agricoles. C'est ça, fondamentalement, le plan Goana*». Mieux, on va prendre les terres des paysans, car «*le Président a envoyé une lettre circulaire à tous les sous-préfets leur demandant de dire à chaque Président de communauté rurale de dégager mille hectares de terres pour ceux qui vont aller produire des céréales*».

Après un bref calcul, Jacques Faye se demande où l'on va prendre 350 mille hectares de terres dans ce pays. D'où son inquiétude pour les paysans sénégalais qui constituent la grande majorité de la population du pays. «*Ceux qui mettent actuellement en valeur ces terres, ils vont faire quoi ? Où est-ce qu'on va les mettre*», se demande-t-il avant de se convaincre que «*ça ne peut pas marcher, car c'est un modèle d'exclusion*». Et si l'on n'y prend garde, cela peut conduire à une révolution, parce que «*ces 9 millions d'agriculteurs à qui on prend les terres ne vont pas se laisser faire, ils vont se révolter*», fatigués déjà de ne pas disposer suffisamment d'infrastructures sociales de base telles des points d'eau, des postes de santé fonctionnels et des écoles. «*Est-*

ce qu'on va continuer à les traiter comme des citoyens de seconde catégorie», se demande le conférencier, qui se fait l'avocat du monde rural. «*L'urgence de la question*», selon lui, interpelle les élites intellectuelles et politiques qu'il invite, d'ailleurs, à imaginer «*un modèle d'inclusion, c'est-à-dire qui ne laisse personne au bord de la route*».

Pour convaincre de la solidité de sa thèse, selon laquelle la Goana sera un échec, Jacques Faye donne rendez-vous dans trois mois, après la fin de l'hivernage. «*On leur demandera si la Goana a réussi ou pas*», ironise-t-il.

L'ancien directeur de l'Isra souligne que «*produire n'est pas la priorité, mais qui est en face et qui est capable d'acheter ce que les paysans produisent*», convaincu qu'il est, qu'*«il faut des consommateurs avec un pouvoir d'achat suffisant pour payer tes récoltes à un prix intéressant pour les paysans*». En clair, il ne sert à rien d'initier des programmes agricoles si on ne développe pas l'économie nationale et ne crée pas d'emploi. Jacques Faye prévient, à ce propos, qu'une autre crise est là, beaucoup plus profonde. Il s'agit de l'emploi des jeunes. «*Nous avons chaque année à peu près deux cent mille jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi. En face, il y a à peu près vingt mille emplois créés par le secteur formel, privé et public. Donc, il y a cent quatre vingt mille individus qu'on laisse en rade. Et en 2050, ils seront quatre cent mille*». Il faut donc une bonne politique de création d'emploi.

Autre vérité de l'ancien patron de l'Isra, l'ère des aliments bon marché comme le riz brisé pour les Africains, est terminée. Car, aussi bien la Chine que le Brésil pensent, désormais, à produire de l'agrocarburant qu'ils vendent aux pays occidentaux, l'Afrique n'étant plus solvable à leurs yeux. Ainsi, le prix du riz risque de connaître une énième flambée au Sénégal et «*même si le prix se stabilise, ce sera à un niveau très très élevé*». A qui la faute ? Aux hommes politiques «*qui n'appréhendent pas correctement les difficultés qui sont en face de nous*» et «*qui nous disent qu'ils ne sont responsables de rien*». Analysant tous les plans de développement socio-économique, depuis Mamadou Dia jusqu'à nos jours, qui avaient tous comme première priorité, l'autosuffisance alimentaire, Jacques Faye les balaie tous d'un argumentaire écrasant. Malheureusement, indique-t-il, «*nos dirigeants ont préféré nourrir les populations urbaines avec des aliments bon marché importés et n'ont jamais voulu produire ce que nous consommons, alors que cette option n'est plus possible*».

Article de : Simon FAYE

Le Soleil - 20.05.2008

Agriculture

Un pôle semencier de 20.000 ha prévu dans la vallée

A l'issue d'une visite dans les centres relevant de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra), son directeur général, le Dr Macoumba Diouf, a annoncé la création d'un pôle semencier de vingt mille hectares dans la région de la vallée, pour répondre à la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance lancée par l'Etat.

Créer un pôle semencier de 20.000 ha dans la région de la vallée du fleuve Sénégal, durant l'hivernage, c'est l'objectif visé par l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra). Selon son directeur général, le Dr Macoumba Diouf, qui visitait la semaine dernière des centres relevant de l'Isra et des organismes partenaires à Thiès et Bambey, ce pôle semencier sera composé des principales variétés comme le riz, le manioc, le maïs, le mil, le fonio, le blé, le niébé. « *Le contexte actuel de l'agriculture et la situation alimentaire au Sénégal nous interpellent. On ne peut avoir une agriculture moderne, qui nourrit son homme, sans les moyens* », a-t-il confié.

Selon Dr Diouf, la structure qu'il dirige est dépositaire de la mission de rendre notre agriculture moderne et performante. « *Et la réussite passe par la valorisation et la mise à la disposition des résultats de la recherche aux différents projets de l'Etat à savoir la Goana et le Plan Reva. La maîtrise des variétés, des semences performantes ainsi que la formation des agriculteurs figurent également dans la mission de l'Isra* ».

D'autre part, l'Isra, a-t-il dit, à travers plusieurs de ses activités (les productions animales, l'élevage, les productions végétales, les produits halieutiques, la pêche, l'aquaculture, l'exploitation forestière, l'environnement et la socio-économie rurale), est la locomotive de la recherche dans notre pays. « *Et, à ce titre, il est prévu la réouverture de tous les centres de l'Isra fermés depuis un certain temps* ». A travers cette tournée, Macoumba Diouf a dit transmettre son message par rapport aux nouvelles orientations qu'il compte impulser à l'Isra.

Article de : Omar DIOUF

Le Soleil - 20.05.2008

Retour sur l'interview de M^e WADE

La Goana en questions...concrètes

L'actualité, c'est la Goana qui a et aura ses thuriféraires et ses pourfendeurs. Initiateur du programme en réponse à la crise alimentaire mondiale, le président Wade répond concrètement aux critiques, sans perdre de vue les immenses implications qu'il faut maîtriser.

Comme le précise le reporter Mamadou Sèye, c'est la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance qui fait l'actualité. Pour la pertinence de cette option, il suffit d'emprunter la réflexion à Philippe Chalmin, professeur à l'université Paris-Dauphine qui, après avoir exploré l'histoire des échecs de la Cnuced, dont le programme intégré pour les produits de base consécutif au choc pétrolier de 1972, explique comment le retour à la stabilisation pouvait n'être qu'une utopie, pour conclure que « *pour les produits alimentaires, il y a d'autres leçons du passé que l'on pourrait utilement dépoussiérer : les politiques agricoles nationales !* ». La Goana en est une qui se veut exemple pour la sous-région. Et Abdoulaye Wade, qui dit d'entrée de jeu accepter les critiques constructives, semble, comme dans un refutatio, avoir anticipé sur celles soulevées, ça et là, depuis la date du 18 avril, lorsqu'il lançait son appel. Ainsi, peut-il dire que « *ce qui est nouveau, c'est la forme et l'ampleur données au projet* ». En effet, les plus sceptiques se sont penchés immédiatement sur les objectifs titanesques (2 millions de tonnes de manioc, 400 millions de litres de lait) fixés par l'initiateur de la Goana. Or, à côté de cette propension à vouloir secouer les mentalités, Me Wade a toujours répondu en substance que rien ne peut se faire si on ne voit grand. D'autres ont posé la question plus prosaïque des moyens. Mais, là aussi, si l'on fait abstraction des équipements déjà distribués, des outillages de TSE et de l'accord avec l'indien Kirloskar pour l'encadrement, ce sont surtout les problèmes d'accès aux terres à emblaver et aux intrants agricoles qui sont soulevés, sans retenue, par les pourfendeurs du programme et, avec les réserves nécessaires par les spécialistes. L'un dans l'autre, une réponse fuse directe : « *il y a trop de terres d'abord par rapport aux populations sénégalaises* ». Et il est vrai que de vastes zones sont simplement sous-peuplées, même là où l'eau coule en abondance, comme dans la vallée où le Cero mobilise le Walo, au niveau des 5 communautés rurales du lac de Guiers dont les paysans semblent motivés, voire dans l'Anambé où la riziculture a durablement jeté ses tréteaux. Mieux, il semble que les responsables ont bien tenu compte de la disponibilité de cette ressource vi-

tale et des facteurs pédologiques, puisque le ministre de l'Agriculture, Amath Sall, révélait récemment que le projet avait bénéficié d'une cartographie par zones éco-agricoles.

La commission chargée de la réforme foncière devrait répondre à la seconde critique concernant les besoins en terres des futurs entrepreneurs agricoles et non plus paysans, puisque c'est de cela qu'il s'agit dans la vision du président Wade. Il reste à trouver les facteurs de production comme l'engrais, les semences et les produits phytosanitaires. La révélation de l'usage qui avait été fait, en cachette, de nos propres ressources en phosphates, la base de l'engrais, est une réponse on ne peut plus directe. Quant aux autres intrants qu'il faut acheter, réitérant l'appel qu'il avait lancé depuis l'Europe en direction d'investisseurs potentiels, M^e Wade ouvre une voie de réponse. Alors, d'aucuns diront que rien ne sert de produire, encore faudrait-il savoir où vendre.

On oublie alors souvent que la Grande offensive est d'abord supposée régler le problème de notre alimentation. La commercialisation ne concernera que les surplus. Conscient que le premier poste après-récolte doit être celui de la transformation pour des gains de valeur ajoutée, refusant la fatalité, mais aussi la facilité, l'initiateur de la Goana met en garde contre ceux qui ne veulent pas cultiver, mais simplement rester à l'ombre pour ensuite profiter de la manne. Les écueils prévisibles sont donc à chercher à ce niveau, dans le nécessaire encadrement et financement des paysans pour qu'ils ne se contentent plus de vendre des produits bruts.

Mais, avant tout, au niveau des travaux champêtres proprement dits qui nécessitent des bras, jeunes et vigoureux notamment. Le président Wade a demandé la mobilisation de tous, non pas dans les discours, mais sur le terrain. Le ministre d'Etat, ministre des Infrastructures, Habib Sy, ne le résume pas autrement, puisque s'adressant ce samedi au Forum des opérateurs pour la garantie de l'émergence économique (Fogec), il lançait en wolof: un peuple a besoin de visionnaires et, à côté de ces derniers, d'hommes d'action qui se mobilisent pour aller au combat -Thiongg mi. Comme quoi, là est le nœud gordien. Sera-t-il entendu ?

Article de : Fara SAMBE

Le Quotidien - 21.05.2008

GOANA- Engagements multiformes

Les opérateurs économiques soutiennent l'initiative présidentielle

L'appel pour la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance, lancé par le chef de l'Etat, commence à trouver plusieurs échos favorables. Les Sénégalais de l'Extérieur, des promoteurs économiques et des producteurs originaires du Lac de Guers et du Gandiol, ont manifesté, samedi dernier à travers un forum, leur volonté de soutenir l'initiative du Président Abdoulaye Wade de lutter contre la cherté des produits de première nécessité, en retournant vers l'agriculture.

Le chef de l'Etat peut compter sur les opérateurs économiques, les Sénégalais de l'extérieur et sur certains producteurs locaux pour la réussite de sa Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana). A travers le thème *«L'agriculture en tant que pôle d'émergence économique, de l'innovation et la diversification en agriculture, le consommer local»*, ces catégories socioprofessionnelles ont exprimé leur volonté de s'engager aux côtés du chef de l'Etat afin de soulager la souffrance des populations, et assurer leur autosuffisance alimentaire. Une idée bien accueillie par le ministre d'Etat Habib Sy qui présidait, samedi dernier, à la place du Premier ministre Hadjibou Soumaré, la rencontre organisée par le Fogec (Forum des opérateurs économiques pour la garantie de l'émergence économique). Selon le ministre des Infrastructures routières, l'heure est à l'unité pour faire face à la conjoncture internationale, marquée par la flambée des prix des denrées de première nécessité, pour relever ensemble les défis de la mondialisation. *«Nous devons faire face aux multiples agressions et défis que nous impose la mondialisation»*, lance-t-il. A l'entendre, le pays doit relever le défi alimentaire car signale-t-il, d'ici 2050 le monde aura à nourrir 9 milliards d'individus. Il s'y ajoute le défi du changement climatique et environnemental, qui bouleverse et réduit les terres arables ainsi que le défi de la mondialisation, avec *«l'ouverture des marchés qui échappent de plus en plus à la régulation et le développement des échanges»*.

Pour le ministre des Infrastructures, l'enjeu est de *«transformer les contraintes du moment en un faisceau d'opportunités pour offrir des perspectives de développement à nos productions locales»*. Et M. Sy de soutenir que *«l'heure est venue pour tous les Sénégalais de s'engager dans la bataille avec ardeur; d'autant plus que la crise alimentaire actuelle est loin d'être conjoncturelle»*. D'ailleurs, le ministre de l'Agriculture Hamath Sall présent à la cérémonie, a fait savoir qu'il n'existe nulle part ailleurs

d'exemple d'une émergence économique réalisée sans émergence agricole préalable.

Pour lui, tous les pays, de la Chine à l'Inde en passant par Taïwan ou le Brésil, qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé, ont procédé d'abord au développement de leur agriculture. C'est vers des retrouvailles sur ce champ de bataille que le ministre Habib Sy a invité les opérateurs économiques et les Sénégalais de l'extérieur à se retrouver, afin d'avoir réponse aux urgences du moment. *«Il est temps que les opérateurs économiques prennent toute leur place à côté de l'Etat, dans le financement de l'agriculture, en s'impliquant d'avantage dans la mise en oeuvre de la vision du chef de l'Etat»*, conseille-t-il.

Amadou Diagne le président du Fogec, reconnaissant que l'Agriculture est à la base de l'économie et génère plus de 70 % des emplois dans ce pays, prône sa modernisation à travers des infrastructures qui permettront de répondre aux besoins des populations. Le président du Fogec s'engage, au nom des membres de sa structure, à soutenir le chef de l'Etat dans cette initiative.

Du côté des Sénégalais de l'extérieur, on a opté pour ce que les gens travaillent pour une émigration de développement. Le ministre des sénégalais de l'Extérieur a annoncé pour bientôt une tournée internationale, pour organiser les compatriotes établis à l'étranger, en coopératives agricoles de 5 à 10 personnes. C'est pour *«ouvrir avec les Collectivités locales en leur octroyant des terres pour rendre faisable la Goana»*, confirme Aminata Lô, qui se dit convaincue que d'ici 5 ans, le Sénégal pourra assurer son indépendance en alimentation et pourra même exporter des produits alimentaires. Dans la poursuite de cet objectif, elle n'a pas fait mystère de l'espoir placé sur le Forum des opérateurs économiques pour la garantie de l'émergence économique. *«Je puis d'ores et déjà vous rassurer que le président de la République, son Premier ministre et les membres de son gouvernement ne ménageront aucun effort pour étudier les voies et moyens de la mise en oeuvre de vos conclusions»*, s'est permis de conclure le ministre Habib Sy en terminant son discours introductif.

Article de : Justin GOMIS

Sud Quotidien - 22.05.2008

Sédhiou

La Goana comme panacée

La mise en œuvre de la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana) était hier, mercredi 21 mai au cœur des préoccupations des coopératives paysannes de l'Arrondissement de Diendé dans le département de Sédhiou. Réunis en Assemblée générale sous l'encadrement du Projet d'action pour un développement rural de Sédhiou Pader, les responsables des coopératives agricoles de l'arrondissement luttent contre la pauvreté dans leur zone.

L'Assemblée générale des coopératives agricoles de l'Arrondissement de Diendé dans le département de Sédhiou d'hier, mercredi 21 mai s'est proposée d'évaluer le chemin parcouru et de redynamiser davantage les groupements de la coopérative non seulement par le renouvellement de ses membres mais surtout par des recommandations fermes à mettre en œuvre a déclaré M^{me} Seynabou Dramé, la coordinatrice du projet Pader à Sédhiou. *« Notre objectif est de lutter contre la pauvreté dans cet arrondissement de Diendé. En fait nous venons en appoint aux groupements paysans dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, de la foresterie, dans le micro crédit. Nous leur octroyons également des intrants et tout l'encadrement technique nécessaire leur permettant de mieux rentabiliser les productions. Nous allons faire aussi dans la transformation et la conservation des produits »*, a-t-elle ajouté.

La Goana comme solution

Dans son approche, le Projet d'action pour le développement rural juste et durable recoupe a bien des égards les objectifs du plan Goana, prôné par le chef de l'Etat M^e Abdoulaye Wade, souligne Samba Moussa Ba le directeur du Réseau des organisations paysannes et pastorales du Sénégal *« la situation économique mondiale de ce premier semestre de 2008 a mis en évidence la vulnérabilité du Sénégal en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la difficulté que rencontre son agriculture à l'assurer. Pourtant l'Etat du Sénégal n'a pas ménagé ses efforts pour appuyer la production agricole à travers plusieurs initiatives dont le plan REVA (retour vers l'Agriculture) en 2006. en effet, la crise énergétique mondiale, l'accroissement de la demande de denrées alimentaires des pays émergents et la spéculation internationale sont venus contre carrer les résultats positifs de ces initiatives »*. Face à cette nouvelle situation, l'Etat a lancé Goanapour assurer la sécurité alimentaire. Le Pader et ses partenaires le RESOPP sont prêts à l'accom-

pagner dans cette politique de promotion agricole. « Dans le département de Sédhiou, nous sommes en mesure de produire cinquante tonnes dans le Sédhiou et sept cent cinquante tonnes dans le Nord soient huit cents tonnes de riz par an pour assurer l'autonomie alimentaire du pays », fait remarquer, Samba Moussa Bâ. Le sous préfet de l'Arrondissement de Diendé qui a présidé à la cérémonie d'ouverture de l'Assemblée générale, a déclaré appuyer la volonté du président de la République dans ce domaine. Chérif Diallo d'ajouter, « *chacun doit y mettre du sien pour relever ce défi de lutte contre la pauvreté accentuée par la montée des cours mondiaux* ». Pour ce qui est de la vie des coopératives agricoles, il s'agit d'apporter au besoin du sang neuf pour accroître le rythme de rentabilité des productions, dira-t-il tout en soulignant qu'il convient de rappeler la nécessité de rembourser les crédits. Car la survie de la coopérative en dépend pour beaucoup a-t-il conclut-il.

Au nom du ministère de tutelle, le ministère de l'Agriculture, M. Yatma Sylla a déclaré que « *l'option coopérative est un choix de l'Etat sénégalais qui, pour la première fois de son histoire a décidé de l'élaboration d'un document de plan d'action national de développement coopératif et d'une nouvelle loi coopérative qui intègre les exigences d'un développement national maîtrisé* ».

Des difficultés à surmonter !

Au cours des plénières, il est apparu des difficultés qui élaboussent le fonctionnement des coopératives agricoles. Il s'agit pour l'essentiel de l'analphabétisme de nombre de ses membres mais surtout des cas de retard dans les procédures de remboursement des créances ; une habitude très peu orthodoxe qui remonte à bien des années.

S'exprimant à ce sujet, Yves Lamine Ciss le Directeur de la coopérative d'épargne et de crédit du RESOPP (COOPEC-RESOPP) reconnaît l'existence de ces difficultés et préconise de faire des paysans de vrais entrepreneurs « *il est temps de tenir un langage de vérité aux paysans aussi bien les bailleurs que l'Etat. Leur signifier que le crédit est un bien à restituer pour la survie d'une structure financière.*

Les politiques ne doivent plus interférer pour éponger une dette. Car, à mon avis, cela participe du culte de la paresse. Les bailleurs doivent de leur côté doivent s'inscrire dans la pérennisation des acquis pour éviter que leurs

actions disparaissent dès la fin du projet. Et c'est comme un cercle vicieux qui entretient la pauvreté chez ces producteurs obligés de tendre à nouveau la main. L'austérité dans les opérations de recouvrement est constitue notre force. C'est pourquoi, de façon générale, nous avons un taux moyen de 95% au niveau des coopératives membres du RESOPP ». Enfin, les il a été procédé au renouvellement du bureau de la coopérative et les membres ont dit réaffirmé leur engagement citoyen à relever les grands défis du développement local.

Le Programme d'action pour un développement rural juste et durable (Pader) s'est implanté dans la région de Kolda, plus exactement à Sédhiou dans l'arrondissement de Diendé grâce au financement des coopérations autrichiennes et belges existe dans plusieurs régions du Sénégal depuis 2007. Le choix de cette localité se justifie par sa situation d'extrême pauvreté. Ce programme financé dans sa première phase pour une durée de trois ans, intervient dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche, l'Education, la santé et le petit commerce. C'est donc dans ce sillage qu'il a implanté une très grande coopérative rurale dans l'arrondissement de Diendé. Elle est forte de plus de trois mille membres répartis en trois antennes locales, à Bambaly et Djirédji outre le chef lieu d'arrondissement.

Les groupements membres, bénéficient d'un appui substantiel du Pader en matière de crédit, des intrants, des semences etc. l'encadrement technique est assuré par le Réseau des Organisations paysannes et pastorales du Sénégal (RESOPP), le projet lui-même et les services techniques de l'Etat.

Un accent particulier est mis sur le renforcement des capacités techniques des producteurs et productrices en vue d'améliorer et de manière durable les rendements. Les services de développement rural, de production animale, et vétérinaire, de la pêche et des Eaux et Forêts ont tous contribué à mieux outiller les bénéficiaires dans la perspective de la pérennisation des acquis.

Article de : Moussa Dramé

Le Matin - 22.05.2008

Croissance économique, recettes fiscales, Goana

Les vérités du Conseil national du patronat sur le Sénégal de 2008

Le Conseil national du patronat (Cnp), a organisé, hier à Dakar une rencontre avec la presse. Le Président Baïdy Agne et son staff ont passé au peigne fin les situations économique et sociale du Sénégal. Une occasion pour eux de revoir à la baisse les prévisions du taux de croissance économique en 2008 de 6 à 5,4%, en raison d'une baisse d'activités des Btp et de la restructuration non achevée dans les secteurs de l'énergie et de la chimie.

« De jours, les prévisions officielles macro-économiques sont de moins en moins optimistes pour l'année 2008. Le taux de croissance réelle du Pib estimé précédemment à 6,1% a été revu à la baisse pour se situer aux environs de 5,4% », a révélé d'emblée M. Agne. Pour lui, cette estimation s'avère encore optimiste car ce taux de croissance réelle du Bib de 5,4% a été fait sous l'hypothèse d'un baril du pétrole à 88 dollars U.s. contre environ 75 dollars U.s. en moyenne en 2007. « Avec un cours de plus 120 dollars Us, les importations sénégalaises de produits pétroliers devraient dépasser 500 milliards de FCFA », selon l'organisation patronale. Avec l'achèvement des travaux engagés par l'Agence nationale de l'organisation de la conférence islamique, le Cnp signale une baisse prévisible du taux de croissance des Btp.

Cette prévision de baisse dans ce sous-secteur devrait porter son impact sur le Pib global. Sur cette tendance baissière du secteur productif national, le patronat déplore aussi l'incidence de la restructuration non achevée de la filière énergétique et des Industries chimiques du Sénégal (Ics). Les autres solutions envisagées portent sur « une forte croissance » du secteur agricole et de la production agro-alimentaire (9 à 10%), sur une poursuite des travaux d'infrastructures et sur une accélération des investissements physiques à Dakar, le Port du futur, le port minéralier du Bargny et l'aéroport de Ndiass. La dette intérieure est une préoccupation majeure du CNP qui indique qu'elle est évaluée, en 2008 à 287,8 milliards de Fcfa. L'urgence aujourd'hui, c'est le règlement de la dette intérieure. M. Agne précise que le non-règlement des factures impayées expose les entreprises à des difficultés de trésorerie. Les créances non recouvrées par les entreprises sont chiffrées à 150 milliards de Fcfa.

Recettes budgétaires et dette publique

A entendre les acteurs, les recettes budgétaires assises principalement sur la fiscalité des entreprises re-

tiennent encore une fois toute l'attention du Cnp. L'organisation rappelle qu'en 2007, elles ont connu une progression de l'ordre de 12%, et cette année, les prévisions de l'Administration fiscale affichent 8% d'augmentation imputable essentiellement à un bon recouvrement. Les recettes fiscales devraient passer de 1038,9 milliards de Fcfa en 2007 à 1137,5 milliards de Fcfa en 2008. Le Cnp souligne que le Sénégal est l'un des pays de la région Afrique de l'Ouest qui enregistre une pression fiscale particulièrement élevée et évaluée à 19,7% du Pib en 2008, alors que le seuil communautaire est de 17%. Il rappelle que l'Entreprise ne refuse pas de s'acquitter de ses obligations fiscales. Ainsi, il invite l'Administration fiscale à élargir l'assiette fiscale et à rechercher une plus grande équité fiscale entre tous les contribuables. Pour sa vision de 2008, le Cnp ne fait aucun doute que l'année 2008 doit être celle de la rupture, de la responsabilité et de l'engagement: rupture dans la production des biens et des services face aux chocs extérieurs ; responsabilité dans le dialogue public/privé, dialogue politique ainsi que le dialogue social avec ses partenaires de l'Entreprise et du monde du travail ; engagement pour le renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'accroissement de l'efficacité de l'Etat.

La Goana

M. Baïdy rappelle que dans son Pacte de Bonne Gouvernance Générateur de Croissance et de d'Emplois Productifs publié en février 2007, le Cnp avait lancé un appel pour que le Sénégal accomplisse une révolution agro-industrielle car non seulement, le pays dispose de terres arables et de ressources en eau importantes, mais en plus de grandes entreprises localisées dans la région nord du Sénégal ont démontré leur capacité à développer une agro-industrie performante, compétitive et créatrice d'emplois durables. Mais attention, selon M. Baïdy, cette révolution agro-industrielle peut se faire en formant la jeunesse à la pratique d'une agriculture irriguée et d'un élevage moderne ; en résolvant définitivement des questions inhérentes au cadastre rural, à la réforme et à la sécurisation foncières ; en réalisant des infrastructures de base pour l'intensification des flux d'échange entre villes et leurs hinterlands. Cette vision prospective suppose, bien entendu, la mise en place d'administrations communales, départementales et régionales performantes et efficaces à même de susciter et de mettre en œuvre cette révolution agro-industrielle.

Article de : Eric GUELRO

Le Matin - 23.05.2008

Mise en oeuvre de la GOANA

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires de Saint-Louis apporte sa contribution

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires de Saint-Louis (Crous) a mis les petits plats dans les grands en organisant une conférence publique sur : «*L'Agriculture au Sénégal, de l'époque coloniale à la Goana*». Une manière pour la direction du Crous dirigée par Karim Cissé d'apporter sa contribution pour la réussite de la Goana. Cette conférence publique a été animée par Cheikh Mansour Diouf, agent comptable principal de ladite structure.

Ceci est d'autant plus vrai que nous parlons aujourd'hui de risque de famine et de dépendance alimentaire. Les principales causes ne sont pas seulement endogènes mais aussi exogènes. Nous ne produisons que 190 tonnes environ soit 30 % de la consommation moyenne nationale annuelle de 660 tonnes de riz. Mais, pour faire face à ce risque, le Chef de l'Etat, M^e Abdoulaye Wade, a lancé la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (Goana)».

Ces propos de M. Diouf montrent à quel point la situation est ainsi préoccupante même si cette initiative du président de la République constitue un plan d'intensification de l'agriculture dans toutes ses dimensions qui sera bientôt mis en œuvre. «*Son ambition est de produire en abondance pour vaincre tout risque de disette et de famine et de fédérer toutes les énergies autour de la Goana. L'engagement de tous les Sénégalais autour de cette offensive permettra de résoudre définitivement les problèmes de l'agriculture, en plus de la mise en œuvre des objectifs assignés au plan REVA qui a la double mission de participer à la relance de l'agriculture au Sénégal et d'arrêter considérablement le phénomène de l'immigration clandestine. Cet appel a motivé l'organisation d'un conseil présidentiel sur l'agriculture qui a vu la participation de tout le commandement territorial*», a-t-il soutenu précisant que les autorités administratives ont reçu des instructions directes du chef de l'Etat pour l'exécution efficace du plan.

Selon Cheikh Mansour Diouf, l'objectif de cet ambitieux projet est de produire 500 000 tonnes de riz, 2 millions de tonnes de maïs, 3 millions de tonnes de manioc, 2 millions de tonnes de céréales, 400 millions de litres de lait et 43 500 tonnes de viande. A l'en croire, cette ambition, pour être réalisée, devra exiger la mise à la disposition du monde rural de semences de qualité, d'équipements et de matériels agricoles performants, de l'engrais, des produits phytosanitaires et un encadrement technique adéquat. Il faut

aussi une bonne politique de maîtrise de l'eau avec la réalisation des projets en cours tels que le programme d'urgence de lutte antisel, le projet d'aménagement de la vallée de Baïla, le projet des petits barrages dans les Niayes, le programme national des bassins de rétention et le programme d'appui au développement de la petite irrigation. «Une défiscalisation des intrants et matériels agricoles, un système de financement du monde rural et de la politique commerciale agricole doit être instauré.

Tout ceci coûtera à l'Etat 345 milliards de francs CFA environ. Un financement qu'on peut trouver» a rassuré l'agent comptable du Crous avant de prôner l'adhésion de tous. «Ne faisons pas partie de ceux qui ont négligé l'agriculture et qui ont fait que le monde se trouve avec 852 millions de sous-alimentés dont 200 millions en Afrique» a-t-il conclu. Son exposé a été suivi par un échange très fructueux.

Article de : Mamadou SY (correspondant à Saint-Louis)

Le Matin - 23.05.2008

La Fao va fournir des semences pour la Goana, selon un technicien

APS - L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (Fao) a adressé des correspondances aux différents services techniques chargés de piloter le secteur agricole pour les informer de son intention de fournir des semences pour la Grande Offensive Agricole pour l'Abondance et la Nourriture (Goana). L'information a été donnée mercredi au cours d'une rencontre sur la Goana regroupant les différents responsables des services techniques de la région autour du gouverneur. «*Je tenais à en informer les autres collègues et à leur demander d'exprimer leurs besoins en semences*», a dit le responsable de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (Ancar), le docteur Amadou Ndiaye.

Les semences constituent un des obstacles pour la réussite de cette Offensive du fait qu'il n'y a pas assez sur le territoire national. La seule alternative reste son importation en attendant de pouvoir les produire sur place, a reconnu le gouverneur de Saint-Louis, Mouhamadou Moustapha Ndao, avouant qu'il est plus facile de les importer que d'acheter des céréales. Pour résoudre ce problème, l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (Isra) va s'impliquer très prochainement selon ses responsables présents à la rencontre à laquelle ont également pris part des députés et sénateurs de la région. Lancée le 18 avril dernier par le président de la République Abdoulaye Wade, la Goana vise, notamment, à produire 2 millions de tonnes de maïs, 3 millions de tonnes de manioc, 500 000 tonnes

de riz, deux millions de tonnes pour les autres céréales tels que le mil, le sorgho, le fonio, dès le prochain hivernage.

Article de : APS

Le Quotidien - 24.05.2008

Paradoxe - Mobilisation autour de la Goana

Et si le «laboureur» Wade commençait par son verger

Pour conjurer d'éventuelles émeutes de la faim qui secouent plusieurs pays du monde, le président de la République a lancé la Grande offensive pour l'alimentation, la nourriture et l'abondance (Goana), invitant les populations à occuper toutes terres «non défrichées» et «non-exploitées». Seulement, Me Wade semble oublier son verger à Tivaoune Peulh, complètement inexploité. Un verger qui, pour la symbolique, pouvait servir de lieu de lancement de la Goana ou tout au moins, à prêcher par le bon exemple.

Un calme plat règne, en cette mati-née dominicale, sur le quartier de Tivaoune Peulh. Bien que perturbé, par moments, par les vrombissements des moteurs des véhicules de transport en commun qui font la navette entre Lompoul et Keur Massar. Sur la route qui relie ces deux localités, un grand verger qui s'étend sur une centaine de mètres. Il est clôturé par un mur d'une dizaine de mètres de hauteur. En face, une auberge : Toolu Buur. A l'entrée du verger, une grande porte métallique à partir de laquelle, on peut apercevoir l'intérieur du domaine. Du badigeon jaune et bleu décore une petite partie du mur. Une couleur qui ne laisse pas indifférent, car renvoyant à la couleur du Parti démocratique sénégalais (Pds). On voit juste ! Ce verger appartient au secrétaire général dudit parti, M^e Abdoulaye Wade, qui l'a acquis, d'ailleurs, depuis plus d'une dizaine d'années. Ce verger est connu de tous les habitants de Tivaoune Peulh, même si la clôture a été réalisée après l'alternance. il est même devenu un repère pour les étrangers ou ceux qui ne connaissent pas bien l'endroit. Dans l'enceinte du verger, une dizaine de manguiers sur l'espace clairsemé. Certains ont commencé à porter leurs fruits mûrs. Le reste de l'espace est occupé par des films et des herbes sauvages.

A droite de l'entrée principale, un bâtiment de deux pièces, délabré, construit pour le gardien des lieux présidentiels. Notre présence étonne l'épouse de ce dernier qui prévient: «*L'accès est interdit aux étrangers.*» Aucun signe n'indique que le propriétaire de ce verger a l'ambition de le valoriser et, éventuellement, de faire de la production agricole. Paradoxal ! D'autant que c'est le président de la République, lui-même, qui vient, récemment, de lancer la Grande offensive pour la nourriture et l'abondance (Goana).

Un programme qui vise à faire du Sénégal un pays autosuffisant en céréales «*d'ici à 2015*». Lors de sa rencontre avec les ministres, les hauts fonctionnaires, les directeurs et cadres de société, M^e Wade les avait invités «*à cultiver au moins 20 hectares*». Mieux, l'initiateur de la Goana «*souhaite, en passant, sur fa route, ne plus voir des terres non défrichées, non exploitées*». Alors, pourquoi le Pape du Sopi ne commencerait-il pas par son verger de Tivaoune Peulh pour, au moins, convaincre les «*femmes et jeunes, surtout les étudiants d'engager avec (lui) une offensive pour vaincre la fatalité*» ?

Réactions

En tout cas, c'est ce que suggère Cheikh Ndao dit «*Baye Fall*», un habitant de la cité Darou Salam-une nouvelle cité qui jouxte le verger- trouvé au bas d'un étage. Vêtu d'un tee-shirt perforé rouge et blanc, jeans bleu, serviette autour du cou, ce «*maçon*» d'une vingtaine d'années a le regard perdu au milieu de cet endroit plongé comme dans un silence de presbytère. Très en verve, Cheikh, Ndao qui semble trouver un exutoire, débite: «*Le vieux (Me Wade) devrait exploiter son verger pour que les jeunes puissent travailler, ou bien qu'il y installe une entreprise. Mieux, il pouvait y construire des maisons et les offrir à des vieillards au lieu de le laisser comme ça.*» Et d'ajouter, persuadé : «*S'il le fait, au moins, il aura la bénédiction de Dieu.*» Un avis que partage Ibrahima Faye, un jeune vendeur de briques, installé à quelques mètres du verger. Pour cet habitant de Ngoudiane qui a quitté sa localité «*à cause de la mauvaise récolte enregistrée l'année dernière*», le président de la République devrait mettre son verger à la disposition des jeunes pour qu'ils puissent travailler. En sus de ces problèmes, Cheikh Ndao souhaite, aussi, que le président de la République revienne dans cette localité «*pour constater l'état de délabrement des routes*». Sa récente visite remonte, renseigne-t-il, à la dernière campagne présidentielle. Même pas pour visiter son verger. C'est Abdoulaye Faye, ministre d'Etat auprès du président de la République qui s'en charge. L'administrateur du Pds devait, d'ailleurs, y effectuer une visite, quelques heures après notre passage (le dimanche 11 mai 2008 au matin :Ndlr), confie-t-on.

Article de : El Hadj Daouda L. GBAYA
